

*Compression des dépenses de l'État*

développement, après l'industrie chimique. La société canadienne Northern Telecom produit environ la moitié de tout le matériel électrique appartenant à ce secteur. Cette entreprise canadienne emploie à peu près la moitié de tous les chercheurs et ingénieurs qui s'adonnent à la recherche et au développement dans l'industrie de la production électrique au Canada. La société Northern Telecom a une balance commerciale positive. En 1975, cette importante entreprise de chez nous a consacré 50.3 millions de dollars à la recherche et au développement. Ses services de recherche et de développement comptaient 1,700 employés, dont 1,100 chercheurs et ingénieurs. Cette année-là, le montant total des subventions accordées en vertu de la loi stimulant la recherche et le développement scientifiques n'a été que de 30 millions de dollars. Malgré leur insuffisance, ces subventions gouvernementales jouent souvent un rôle essentiel, car elles permettent à de petites entreprises canadiennes de lancer et de maintenir des programmes de recherche.

J'aimerais m'étendre davantage sur le cas de la société Northern Telecom afin de montrer à la Chambre pourquoi cette entreprise joue un rôle important dans l'économie du Canada, et surtout dans l'économie de ma circonscription. La société Northern Telecom est le plus gros fabricant d'appareils de télécommunications en Amérique du Nord, après le cartel américain Bell, et elle occupe probablement la quatrième place dans ce domaine sur le plan mondial. Environ 85 p. 100 de l'ensemble des satellites de communication commerciaux du monde sont munis de plate-formes électroniques fabriquées par cette société.

Sans vouloir entrer dans les détails, monsieur l'Orateur, j'aimerais signaler que pour un seul de ses produits, le système de commutation SP-1, les salaires représentent une somme de 85 millions de dollars au niveau de la fabrication et de 27 millions de dollars au niveau de la recherche et du développement, auxquels il faut ajouter 27 millions d'impôts versés au gouvernement canadien. Pourtant, le gouvernement canadien n'a investi dans ce programme que 4.3 millions de dollars en subventions de recherche et de développement scientifiques.

À l'heure actuelle, monsieur l'Orateur, la recherche est dans une situation assez précaire et son avenir semble plus sombre encore. On dirait que, de tous les pays industrialisés, le Canada est le moins bien préparé à affronter l'avenir. Les investissements canadiens dans la recherche industrielle, en termes de notre produit national brut, ont, je le répète, atteint leur maximum voilà presque dix ans déjà et ont constamment et régulièrement décliné depuis.

D'après les prévisions les plus récentes de Statistique Canada les crédits accordés à la recherche industrielle au Canada sont, cette année, les plus bas depuis treize ans. Et, qui pis est, monsieur l'Orateur, le gouvernement ne fait guère ou rien pour remédier à cette situation, si ce n'est de décider à ce moment inopportun de supprimer le seul programme qui donnait de bons résultats. Réduire le niveau de recherche industrielle à l'heure actuelle revient, à mon avis, à hypothéquer notre avenir économique national pour faire de piètres économies que l'on pourrait faire dans des domaines moins essentiels. Cette politique nous conduira éventuellement à de nouveaux déficits dans notre balance des paiements.

Le gouvernement ne peut-il donc pas comprendre l'importance critique de la recherche et du développement, et le

[M. Ellis.]

rapport entre la baisse des subventions à la recherche et au développement et le déclin du secteur manufacturier dans le produit national brut? Un des principaux obstacles au succès économique du secteur manufacturier, ce sont les mauvais rapports entre le gouvernement et l'industrie. Je sais que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Chrétien) n'est pas à la Chambre en ce moment, mais s'il y était, je serais heureux de lui donner le nom du président d'une importante société canadienne qui a vainement essayé pendant 7 semaines d'obtenir un rendez-vous avec le sous-ministre de l'Industrie et du Commerce. On lui a dit qu'il ne pourrait le voir qu'entre 10 heures du matin et 4 heures de l'après-midi. Imaginez ma surprise, monsieur l'Orateur, lorsque j'ai découvert cet après-midi qu'il s'agissait de l'homme clé au sein de la commission royale nouvellement créée.

Nous avons reçu dans ma ville la semaine dernière un cirque ambulancier, ou peut-être faudrait-il l'appeler un caucus itinérant, monsieur l'Orateur. Nous avons eu la visite de trois ministres et de trois députés. Je ne sais au juste qui a payé leurs frais de transport, mais ils ont passé quelque temps chez nous, et j'ai pensé vous rapporter certains propos attribués aux ministres, juste pour donner à la Chambre une idée du climat industriel défavorable qui règne en ce moment et pourquoi il en est ainsi.

Le ministre responsable des petites entreprises avait quelque chose à dire au sujet du gouvernement qui envoie parfois plus d'argent aux grandes entreprises et moins aux grandes sociétés. Depuis longtemps, je préconise l'aide aux petites entreprises et comme le ministre l'a dit, quelque fois aussi aux grandes entreprises, mais des milliers d'employés de grandes sociétés ne veulent pas nécessairement se voir privés de leur gagne-pain simplement parce que ce ministre refuse de l'aide à la recherche et au développement.

Le ministre a ajouté que les programmes comme celui des subventions aux innovations et à la réadaptation devraient viser à aider les petites entreprises. Si le gouvernement veut abandonner complètement le programme stimulant la recherche et le développement scientifiques, j'ignore d'où viendront les fonds nécessaires. Ensuite, il a poursuivi en disant:

● (2120)

... il faut élargir l'application de la loi sur les prêts aux petites entreprises, relever la limite pour les compagnies admissibles, hausser le plafond des prêts personnels, augmenter l'allocation prévue pour l'amortissement...

À moins que ces objectifs figurent au *Feuilleton* d'aujourd'hui sous forme de projets de loi, je n'en ai jamais entendu parler auparavant. J'ai présenté un bill en ce sens il y a environ trois ans mais comme la plupart des bills d'initiative parlementaire, il a été étouffé. Au lieu d'en parler aux quatre coins du pays, le ministre et ses collègues feraient mieux de rester ici et de faire quelque chose de positif.

L'autre article de presse que je voulais citer parle du ministre d'État aux Sciences et à la Technologie (M. Faulkner) qui se trouve être, politiquement parlant, le représentant de ma région. Je ne sais pas ce que cela lui confère comme titre, mais cela fait partie de ses fonctions. De passage à Belleville, il a fait certains commentaires sur le sujet qui m'intéresse, les stimulants à la recherche et au développement. Voici ses propos tels que cités par l'*Intelligencer* de Belleville:

À moins que les entreprises canadiennes ne concentrent leurs efforts sur la recherche et le développement, elles seront dépassées par les sociétés manufacturières des autres pays...